

LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin

*au sommaire
de ce numéro :*

- 3 L'économie distributive est présentée à la Chambre des Communes et à l'école des Hautes Études Commerciales.**
par M-L DUBOIN, V.BATTAGLIA et A.LERRY
- 4 Lettre ouverte à des socialistes**
par PH ROBICHON
- 7 Au fil des jours,**
- 8 Cartes sur table, le rapport du CNPF**
par J-P MON
- 9 Jean Jaurès, l'esprit du socialisme**
par D. KESSOUS
- 11 Aspects négligés de la pensée de Marx et de Sartre**
par R-L JUNOD.

N° 958 août-septembre 1996

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
Djémil KESSOUS

*
*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

*
Impression : R. PERNEL
Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°).....	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n°mensuels	250	FF
10 n°mensuels	350	FF
Europe.....	175	FF

(Par avion, nous consulter)

Règlements :

par CCP : " La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ

B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.

*Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.*

TÉLÉPHONE les mardi et jeudi, mais seulement de 15 à 18 heures, (16) 1 30 71 58 04

♦ Pour faire réfléchir autour de vous :

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.
Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco).
Une petite brochure à diffuser largement.

♦ Pour votre réflexion personnelle :

épuisé.

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails (Edition Syros, 85 F,).

♦ Pour animer une discussion :

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

♦ Pour avoir un résumé rapide de nos thèses et propositions ::

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco).

♦ Enfin une bande dessinée :

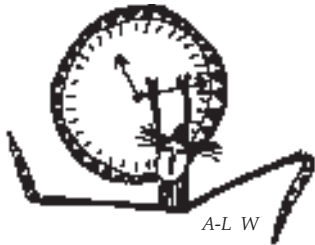
« ET SI ON CHANGEAIT ? »

redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

*Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.*

**Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.
La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais
est également disponible, dans les mêmes conditions.**



deux grandes premières...

L'économie distributive est présentée à la Chambre des Communes

Invitée par notre Ami Kevin Donnelly, secrétaire général de l'association *Christian Council for Monetary Justice*, M-L Duboin doit intervenir sur le thème "Politiques européennes et justice monétaire". Bien que dans la langue de Shakespeare, cette intervention contrastera sans doute avec celles qui ont lieu habituellement dans ces locaux !

Lundi 12 juillet :

Après une présentation rapide de notre mouvement de pensée, j'expliquerai que nos réflexions nous ont conduits à constater un fait et en tirer la conclusion.

Le fait concerne la raison pour laquelle notre système génère aujourd'hui des catastrophes sur le plan humain : c'est que la recherche du profit est devenue le seul objectif des entreprises capitalistes. Je montrerai que la logique capitaliste s'oppose à l'intérêt des travailleurs, qu'il s'agisse de réduire le chômage ou de développer la production, et qu'insinuée dans tous nos actes, elle en arrive à pousser des hommes à sacrifier la vie de leurs semblables sur l'autel du profit financier.

La conclusion est que, sans jeter l'anathème sur des hommes, marchands ou banquiers, c'est la logique du système qu'il faut renverser. Et lui substituer la logique distributive en inventant la *démocratie économique*.

J'insisterai sur le fait que l'outil sur lequel s'appuie toute logique économique étant la monnaie, le changement ne pourra se faire qu'en substituant à l'actuelle, une *monnaie de consommation*, créée et distribuée en vertu de décisions démocratiquement débattues.

Le danger de la monnaie unique

Deux autres interventions sont prévues ensuite, celles du Professeur U. Duchrow, de Heidelberg et de K. Palmerton, Directeur de l'*Institute for Rational Economics*. Le débat qui suivra sera d'autant plus d'actualité que l'Union monétaire européenne va avoir pour effet d'entériner, de sceller par traité, la pratique par laquelle les banques et les investisseurs financiers ont aujourd'hui la main, non seulement sur toutes les décisions économiques d'importance, mais même sur la politique des États qui se veulent, ou se croient, démocratiques.

M-L DUBOIN

L'économie distributive est présentée à HEC (École des Hautes Études Commerciales)

Valérie Battaglia et Arthur Lerry ont été invités à exposer durant trois heures un modèle d'économie alternative, par un professeur d'HEC du Département *Stratégie et Politique Générale d'Entreprise*, pour une trentaine d'élèves du programme international de troisième année et quelques autres du Doctorat de l'école des Hautes Études Commerciales.

Mercredi 29 mai :

Devant cette assemblée attentive, critique et a priori peu habituée à entendre un discours issu d'autres paradigmes que ceux qui dominent les champs économiques et sociaux contemporains, ils ont développé, peu à peu, le constat, la critique et les solutions initiés par Jacques Duboin.

L'exposé débute par une présentation de l'évolution du chômage ces vingt dernières années. Prise en défaut, la théorie du déversement d'Alfred Sauvy : le secteur tertiaire déversant son trop-plein dans le puits de l'exclusion. Mise en évidence, la dynamique exposée par le rapport du CERC, "Précarité et exclusion" (1993), qui conduit la moitié de la population active française à passer d'un emploi stable à des emplois menacés ou précaires en cette fin de siècle. Passée en revue, l'anatomie du marché de l'emploi, avec ses secteurs primaire en diminution (emploi stable, bien rémunéré : 10 % des salariés des 500 plus grandes firmes américaines) et secondaire en expansion (temps partiel, intérim, CDD, sous traitants, stagiaires : les autres).

Quelles causes à ces phénomènes ?

Avant d'aborder la description des facteurs déstructurant la forme actuelle de l'économie, Valérie porte à l'attention des étudiants une analyse des temps sociaux. En 1850, on travaille 5.000 h par an, le travail occupe 70% du temps de vie éveillé. En 1990, on travaille 1.500 h par an, et c'est 14% du temps de vie éveillé que le travail occupe désormais : encore trop ! La leçon : un mouvement historique inexorable vers la libération de l'homme des corvées du travail.

(suite page suivante) →

Aujourd'hui, une accélération de ces tendances historiques, ni la première (les années 30), ni la dernière, sans doute. Sans en tirer les conséquences qui s'imposent, impossible de trouver les bonnes solutions. Le temps dominant de la société post-moderne ne sera plus le travail, mais l'activité humaine: celle des étudiants, des enseignants, des retraités, des associatifs (que d'aucuns confondent avec le loisir forcé, ou la dilettante insouciance de vacanciers aoûtiers).

Révolution informationnelle et mondialisation.

Les deux thèmes majeurs sont jetés. Les étudiants d'HEC baillent et demandent que l'on passe rapidement : ils ont déjà tout entendu sur ces tartes à la crème. Arthur persiste et passe en revue les aspects plus inattendus, pour eux, de ces deux phénomènes. Un instant relâchée, l'attention reprend : les technologies de l'information, quelle que soit l'activité productive dans laquelle elles sont mises en oeuvre, économisent du travail humain en automatisant et accélérant tâches et fonctions. Toutes les innovations se faisant au niveau actuel des techniques, les créations d'emploi subséquentes sont minimisées, tandis que les investissements de rationalisation (reengineering) permettent aux entreprises de dégraisser dans l'ensemble des secteurs. Par ailleurs, la mondialisation de l'économie fait émerger un véritable oligopole mondial, une poignée d'entreprises multinationales se partageant la production et la vente de produits tels que les automobiles, les processeurs, les pneus, le matériel médical ou de services tels que la publicité ou ... le conseil en management.

En bref, un constat majeur : si la production est (quasi) parfaitement bien maîtrisée, et ce, à l'échelle de la planète, (on peut, du jour au lendemain, doubler quasiment la production si la demande émerge, et cela sans doubler le nombre d'emplois: là les étudiants sont soufflés) par contre, ce dont l'économie souffre, c'est de son incapacité à distribuer correctement un pouvoir d'achat à l'ensemble de la popula-

tion, des pays occidentaux ou des pays d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Asie.

La crise du système économique actuelle pourrait se résumer en ce noeud gordien, qui lie emploi et revenu.

Les solutions ?

Utopiques sans doute, explorées, mal encore, souhaitables, on en est d'accord. Les étudiants d'HEC savent que la planète et l'humanité sont en piteux état, et que la situation loin de s'améliorer va à vau-l'eau.

Si le modèle de l'Amérique conquérante, avec son taux de chômage officiellement bas, illusionne encore quelques uns, la plupart sont avides des pistes que proposent les modèles distributifs.

Les points clés élaborés par Jacques Duboin et développés ensuite par ses disciples, déclarés ou non, sont alors décrits. Réduction du temps de travail, revenu de citoyenneté, monnaie de consommation non thésaurisable, service civil. La grande révolution : libérer l'entreprise d'un rôle qu'elle n'a plus à jouer dans l'économie globalisée de la planète, celui de dispenser le pouvoir d'achat des hommes.

Les étudiants conçoivent qu'il s'agit là d'un changement de civilisation, passant par une évolution importante des mentalités. Après l'intervention, "feed-back" des étudiants à leur professeur : 5 irréductibles qualifient l'intervention de démagogique ou idéologique; 5 enthousiastes adhèrent pleinement aux thèses défendues; 10 sont intéressés et veulent en savoir plus, plutôt près d'être convaincus; les 10 derniers demeurent plutôt sceptiques, mais regrettent également que les solutions n'aient été plus approfondies.

En tout état de cause, ils en redemanderaient. Invitation du professeur à revenir l'année prochaine. Bientôt une chaire honoraire et posthume à HEC pour Jacques Duboin ?

VALÉRIE BATTAGLIA

ancienne élève du Doctorat HEC et de l'Ecole Normale Supérieure et

ARTHUR LERRY

Ingénieur agronome

La Grande Relève

**s'est inscrite
à titre collectif
à la**

**Maison Grenelle.
21 Bd de Grenelle,
75015 Paris.**

**Ceci doit permettre
à tous ses abonnés
d'en utiliser
les services,
en particulier
ceux de la
bibliothèque.**

**Après réédition,
nous disposons de
nombreux exemplaires
de notre numéro
SPÉCIAL SOIXANTENAIRE.**

**Diffusez-le
autour de vous.
C'est une
PAGE D'HISTOIRE
qui fait réfléchir.**

**C'est une
RÉTROSPECTIVE
de soixante ans
de lutte contre
cette ignominie
qu'est**

**LA MISERE
DANS L'ABONDANCE.**

**C'est enfin
une BOUFFÉE D'ESPOIR
grâce à**

**DES PROPOSITIONS
dont tout le monde
devrait reconnaître
LE BON SENS.**

Suggestion :

Que chacun d'entre nous dispose de trois ou quatre textes fondamentaux, facilement photocopiables, à joindre à des correspondances "poil à gratter". Par exemple ceux de J. Duboin : *l'obsession du plein emploi* (qui fait merveille), article paru dans le numéro spécial soixantenaire (page 15, N°949), ou *Comment augmenter le pouvoir d'achat*, l'histoire des pays A et B, (reproduit page 6 du N°956) dont le moins que l'on puisse dire, pour faire chic, est qu'elle interpelle!

Un réseau de scripteurs dérangeants, se partageant les réponses à certains articles qui paraissent dans la presse classique, et le travail au corps *suivi* de leurs auteurs, serait peut-être aussi efficace que des conférences théoriques. Dans le monde syndical, en particulier, nous pourrions procéder à quelques infiltrations. Nous tomberons bien un jour sur un curieux ou une curieuse qui voudra en savoir plus et qui parviendra à changer les revendications des travailleurs et des chômeurs!

PH. ROBICHON

Notre ami donne l'exemple lui-même. Voici la lettre qu'il a envoyée aux socialistes à la lecture de leur revue *Agir*. Elle est franchement un modèle du genre !

Chers amis,

J' ai lu — et relu pour être sûr d'avoir bien lu, l'article en forme de débat paru dans *Agir* de Juin. Et cette analyse me désole tant je la trouve disons "convenue" pour des socialistes.

Et puis, sur l'amont du chômage, et ses causes économiques, pas un mot de la fabuleuse révolution technologique qui permet au capital de remplacer partout les hommes par des autoroutes ou des programmes automatiques. Pas un mot sur le fait qu'il fallait 250 heures il y a vingt ans pour faire une 205 et qu'il n'en faut plus que 130 : il n'est question dans ce papier que de l'aménagement du temps de travail envisagé sous l'angle de la soumission aux besoins de l'économie libérale, laquelle cite à son profit les gains de productivité gagnés par la technique.

La réduction du temps de travail n'est pas seulement un "processus historique porté par le mouvement ouvrier". C'est une conséquence de la confiscation par le capitalisme des formidables progrès technologiques, informatiques, au seul profit de sa loi, qui se fout de l'homme comme d'une guigne. En l'occurrence, il commet là une erreur (due à ses contradictions) en éliminant des travailleurs pour faire plus de profit, il distribue de moins en moins de pouvoir d'achat et risque ainsi, en produisant de plus en plus de marchandises... sans hommes, de voir lesdites marchandises lui rester sur les bras.

Alors, le partage du travail, ce n'est pas seulement une question de justice par rapport à un plein emploi de plus en plus problématique : c'est la revendication par la gauche d'une autre manière de produire, de consommer et de moins travailler pour tout le monde. Cela suppose aussi une autre manière de distribuer du pouvoir d'achat, non pas en fonction d'un droit donné par le seul travail, mais en fonction d'un droit donné par les capacités illimitées de produire des biens qui n'appartiennent pas aux seuls capitalistes (mot que la gauche n'ose même plus prononcer tant elle est tombée dans l'acceptation résignée de la "mondialisation" du talon de Fer).

Le projet de société pour la gauche passe d'abord par un renouveau de sa virulence sur l'économique : si chaque chômeur était exhorté à devenir un enragé réclamant sa part de richesse plutôt qu'un résigné, le verbe "agir" reprendrait un goût d'espoir.

Publiez les bilans de Danone et de Bouygues ! Dites tout haut que Moulinex licencie, non pas parce que "ça va mal" mais pour pouvoir augmenter ses marges.

Quant à moi, je n'ai plus envie de lire "Agir". Cette pensée est un recul rose pâle sur le renouveau du socialisme que j'attendais.

La réduction du temps de travail, c'est avant tout une revendication à changer les lois d'un système économique. On ne changera pas le système en "arrangeant" ses bénéficiaires : ils ne demandent que ça.

Mélancoliquement vôtre,

PH. ROBICHON

UNE LOGIQUE DEVENUE FOLLE

Le plus lucide des journalistes de la grande presse, beaucoup de nos lecteurs l'ont remarqué, semble être J-C. Guillebaud, qui écrit dans le journal *Sud-Ouest* du 20 juin:

...aujourd'hui les intérêts de la finance sont très exactement à l'opposé de ceux de l'industrie et donc des travailleurs. Autrement dit, les impératifs financiers s'opposent désormais directement—et caricaturalement—à ceux des salariés.

...même chose ...la croissance serait mécaniquement défavorable aux marchés financiers.

Quant aux nouvelles multinationales, elles ont vu, ces dernières années leur puissance réelle dépasser de très loin celle des États-nations.

...autour de moi, à Paris, j'entends répéter sans cesse la même phrase : la situation mondiale est devenue folle. Au sens strict du terme. Il n'y a qu'une seule urgence sérieuse : apprendre à penser ce nouveau monde avant qu'une catastrophe ne l'engloutisse.

Domage que J-C Guillebaud n'ait pas encore eu le temps de réfléchir à nos thèses pour penser le nouveau monde et pouvoir y vivre !

(envois de H.R., de Remiremont, de C.C., du Pyla, etc.)

**

LA CROISSANCE PEUT AGGRAVER LA FRACTURE SOCIALE

Même le journal *Les Echos* évolue, grâce à Favilla qui, le 23 mai dernier, constatait :

«Même si beaucoup ont voulu rester aveugles à ce qui se passait, force a été de constater qu'il n'y avait plus de lien mécanique entre croissance et emplois. Les Américains se sont récemment indignés que le chiffre d'affaires et les bénéfices de leurs grandes firmes s'envolent alors qu'elles licenciaient des salariés par milliers. Nos pays européens vérifient aisément que leur PNB peut augmenter de plusieurs points sans que les emplois, quand ils ne diminuent pas,

s'accroissent en proportion. Cette découverte a constitué un véritable choc psychologique qui explique, pour une bonne part, le pessimisme de nos contemporains devant l'avenir. Ils observent même que la croissance contribue à aggraver la fracture sociale quand elle favorise ceux qui font partie du camp des gagnants et enfonce encore un peu plus les perdants. Ils se demandent alors : à quoi bon la croissance ? »

(envoi de J. Trétarre, Paris)

**

MOURIR POUR L'EMPLOI

L'emploi c'est sacré. Il passe même avant la santé. À Thiant, dans le Nord, l'usine Eternit qui fabrique des produits à base d'amiante (dont on vient enfin, en France, de reconnaître le danger), doit se reconvertir ou fermer, puisque l'utilisation de l'amiante sera totalement interdite à partir de janvier 1997. «C'est farfelu et aberrant, dit le patron de l'usine. J'ai quatre mois de stocks devant moi et je ne suis pas prêt à reconvertir mon usine dès demain. C'est simple, je suis obligé de mettre une partie de mes 350 salariés au chômage partiel. » Depuis le début des années 70 plus de 50 personnes sont mortes de cancer du poumon ou de la plèvre dus à l'amiante. Au village, tout le monde a un proche malade ou en passe de le devenir mais la décision du gouvernement fait l'objet d'une désapprobation totale. « Ça nous met hors de nous, dit le patron du café... On ne voit que la maladie; mais l'emploi, qui va le garantir? » Plus terrible encore. Un ouvrier qui a travaillé pendant plus de trente ans dans les hauts-fourneaux déclare : « J'ai le cancer de la silice, il me reste deux centimètres pour respirer. Je savais ce que je risquais. Mais si on avait fait quelque chose, qu'est-ce qu'on serait devenu? »

Il ne reste plus qu'à chanter : mourir pour l'emploi, c'est le sort le plus beau, le plus noble,...

Jean-Pierre POULIN, militant infatigable pour l'Economie Distributive vous propose la liste suivante d'ouvrages sur la création monétaire :

• **La monnaie et ses mécanismes**, P.Berger et A.Icard (*Que sais-je?* n° 1217, PUF), pp.11, 19-21,26.

• **La banque et ses fonctions**, B.Moschetto et J.Roussillon (*Que sais-je?* n° 2447, PUF), pp.66.

• **Pas d'économie sans monnaie**, G.Le Solleu (*Optiques Economie* N° 34, HATIER), p.29.

• **Dictionnaire d'économie et de sciences sociales**, J-Y. Capul et O.Garnier (*Initial*, HATIER), pp.269-270.

• **Initiation à l'économie**, J.Brémont et M.-M.Salort (J.Brémont, HATIER), pp.102, 183.

• **Monnaie, Monnaies**, M. Giacobbi et A-M. Gronier (*Le monde Poche*, MARABOUT), pp.58-60,66.

• **Introduction à l'économie**, J.Généreux (*Points Economie*, SEUIL), pp.87-89.

• **Monnaie et problèmes financiers**, M. Dévoluy (*Les fondamentaux* N° 21, HACHETTE), pp.52-53.

• **Monnaie, théories et politiques**, M.Bassoni et A.Beitone (Synthèse, SIREY/DALLOZ), pp.34-35, 37-38, 41-42.

• **Encyclopædia Universalis**, Vol. 5, (Cortès-Elasticité) : Crédit, p.71. (le rôle du crédit).

• **Monnaie, crédit, valeurs mobilières** (Banque de France, Service de l'information, BP 140-01, Paris Cedex 01), pp. 51,55-57.

Pour faire avancer nos idées, il vous suggère :

1° d'acheter ces livres (car les photocopies ne sont pas des preuves);
2° de souligner les passages importants;

3° de les faire lire à votre entourage après avoir provoqué un débat sur la monnaie.

(votre entourage n'en croit pas ses yeux, il est scandalisé).

4° de présenter alors la monnaie de consommation et l'économie distributive.

A vous de jouer !

Que ta main gauche ignore ce que fait ta main droite!

La conférence de l'ONU "*Habitat II*" qui s'est tenue à Istanbul au mois de juin dernier a proposé un "Plan mondial d'action" qui souligne que « *les gouvernements ont l'obligation fondamentale de faciliter l'accès de la population à un logement* ». Les représentants des États signataires de ce document se sont engagés « *à prendre les mesures qui s'imposent pour... fournir à tous, à un prix abordable, un logement convenable et accessible.* » Qui plus est, ils déclarent que « *les gouvernements devraient protéger tous les membres de la société des expulsions forcées, qui portent atteinte aux droits de l'homme...* ». Notons que cette proclamation du droit au logement a donné lieu à une vive controverse entre Européens partisans d'une nette affirmation de ce droit et Américains qui n'aiment pas l'idée d'imposer aux États une obligation de résultats. Si l'on considère ce qui se passe en France (voir les actions répétées du DAL pour reloger les sans abris), cette obligation est encore loin d'être admise par le gouvernement français, pourtant signataire du Plan d'action, et encore plus loin par la mairie de Paris qui mure des HLM inoccupés et en saccage l'intérieur (suivant des méthodes que ne désavoueraient pas des gangsters américains) pour en éviter le "risque" d'occupation.

Cette conférence aura aussi vu s'allier, une fois de plus, le Vatican et les Islamistes intégristes contre le droit au contrôle des naissances et contre le principe d'égalité entre femmes et hommes.

**

Un rapport édifiant

La lecture du Rapport sur les comptes de la nation, publié par l'INSEE, est toujours très instructive. C'est ainsi qu'on y apprend qu'en 1995 le salaire moyen par

tête a augmenté de 1,9% dans le secteur privé (contre 2,4% en 1994) alors que les revenus de la propriété et de l'entreprise ont crû de plus de 13,5% (contre 9,7% en 1994 et 6,9% en 1993). Bien plus, si l'on exclut les entreprises financières de ces statistiques, on s'aperçoit que les profits nets économiques (c'est à dire les profits après versement de l'impôt et des dividendes) des autres entreprises ont augmenté en 1995 d'environ 26% ! D'après le rapport de l'INSEE, la situation financière de l'ensemble des entreprises est, « *sinon florissante, du moins saine* »; le taux de marge (c'est à dire la part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée) est passée de 25,8% au début des années 80 pour atteindre 31,9% en 1995 et le taux d'autofinancement est maintenant de 114,3%. Le Rapport précise enfin que sur le long terme, le partage de la valeur ajoutée s'est effectué au profit de l'entreprise et au détriment des salaires : la part des salaires dans la valeur ajoutée qui était de 68,8% en 1982 est tombée à 59,7% en 1995.

**

n'empêche...

Tout cela n'empêche pas le gouvernement français de continuer à verser des subventions aux dites entreprises pour qu'elles créent les sacro-saints emplois, avec le succès que l'on connaît : 163.000 chômeurs de plus en un an ! Et ça n'est pas fini : l'armement (mais qui s'en plaindra, à l'exception des syndicalistes irresponsables) et la banque vont à leur tour connaître les restructurations (terme technocratique pour dire qu'on va licencier). Les premières estimations parlent d'environ 5.000 suppressions d'emplois au Crédit Lyonnais (mais de nombreuses autres banques sont concernées) et l'Association Française de banques estime, pour sa part, que les réductions d'emplois qui s'effectuaient jusqu'ici au rythme de 1% par an pourraient désormais atteindre 3%,

ce qui représente 30.000 suppressions d'emplois dans les cinq ans qui viennent. Dans l'armement 60.000 suppressions d'emplois sont attendues entre 1997 et 2002, soit 20% de l'effectif. Mais, rassurez-vous, on va arrêter cette dégradation en pratiquant une politique dynamique d'exportation des armements, « *sans état d'âme* », Chirac l'a dit.

Puis, tous en chœur, nous déplorerons les conflits sauvages qui déchirent la planète!

**

vendons nos armes

Vous serez aussi contents d'apprendre que la France a reçu en 1995 pour 33,5 milliards de francs de commandes d'armement à l'exportation au lieu de 31,7 milliards en 1994.

Ces armes sont pour 73% d'entre elles vendues au Proche-Orient et au Maghreb ainsi qu'au Pakistan, zones sans doute réputées pour leur calme...

Consolons nous, ça aura certainement permis de sauver, pour un temps, quelques emplois en France.

**

fuite en avant

Au total, la France a perdu près d'un million d'emplois industriels dans la décennie 80, les entreprises concernées (essentiellement la sidérurgie, la machine-outil, les constructions téléphonique, navale, automobile, la chimie, l'informatique) ayant dû relever drastiquement leur productivité pour se mettre au niveau de la concurrence internationale. Mais tout le monde sait, à part les économistes et les gouvernants, que c'est là une fuite en avant qui ne s'arrête jamais. Si bien que certaines grandes entreprises devront encore réduire leurs effectifs, mais, paraît-il, à un rythme plus ralenti. Nous voilà rassurés!

JEAN-PIERRE MON

“Cartes sur table”

C'est le document dans lequel le CNPF donne chaque année son analyse de la situation économique et sociale. Basé sur les poncifs économiques habituels, ce document est particulièrement gratiné cette année en ce qui concerne le social. Après le coup de clairon introductif, «*La France peut être au rendez-vous du troisième millénaire à condition qu'elle libère les forces de croissance et sans tarder, car l'Histoire s'accélère*», voilà que le Michel Debré pointe sous le vice-président du CNPF : «*Un hiver démographique guette la France* ». Il explique que si le taux de fécondité tombe à 1,5 enfant par femme, on enregistrera un excès des décès sur les naissances à partir de l'an 2015. Si le taux actuel de 1,7 se maintient, c'est en 2035 que la population nationale commencera à reculer. Et “Cartes sur table” nous avertit : à ceux qui attendent de cette éventualité une réduction du chômage, sans croissance, la création d'emplois ne sera pas spectaculaire et il faudra travailler au moins jusqu'à soixante neuf ans pour préserver les retraites. Les pays en développement connaissent, eux, une augmentation de leur population active quatre fois plus rapide que celle des pays de l'OCDE. Quelques bonnes nouvelles cependant, l'inflation est partout jugulée, les taux d'intérêt ont baissé fortement, les “dragons asiatiques” sont en bonne santé et la forte accélération du progrès technique, notamment en matière de communication, créent des opportunités considérables.

Avant d'aller plus loin dans la litanie des lieux communs économique que nous débite sans sourciller le vice-président du CNPF, il faut faire quelques commentaires :

- Tout d'abord, la croissance démographique de la France est largement supérieure à celle de l'Allemagne par exemple. Alors, il n'y a pas lieu de désespérer. Quant à faire des enfants sur une grande

échelle, comme il nous le suggère et comme disait Debré, c'est pas facile et ça peut aussi faire beaucoup de chômeurs en plus et donc pas de clients.

- Travailler plus longtemps ? ce n'est pas ça qui va arranger les créations d'emplois. C'est l'évidence même.

- Les pays en développement voient leur population s'accroître beaucoup plus rapidement que les pays occidentaux ? Toutes les statistiques montrent que, dès que le niveau de vie s'améliore, le nombre d'enfants diminue fortement.

- L'inflation est partout jugulée et les taux d'intérêt baissent en conséquence ? Rien d'étonnant puisqu'on sait maintenant, grâce à l'automatisation, produire en masse et à faible coût. Autrement dit, l'abondance des produits est en train de supprimer les risques d'augmentation des prix.

- Les dragons asiatiques se portent bien ? Tant mieux mais ça va faire de sérieux concurrents en plus.

- La forte accélération du progrès technique crée des opportunités considérables ? Le CNPF retarde de plusieurs guerres économiques. Il y a belle lurette que le progrès technique détruit des emplois. Mais ça, les industriels ne veulent pas le reconnaître, car ils veulent continuer à investir dans des machines qui, coûtant moins cher que la main d'œuvre, leur assurent de plus grands profits. Il n'y a qu'à voir comment réagit Wall-Street dès qu'on annonce des créations d'emplois aux États-Unis.

Mais revenons à la suite de “Cartes sur table” : la «*libération de la croissance* » passe par un renforcement du capital productif. Il faut donc accroître l'épargne productive ; Les émissions d'actions dans le public plafonnent en dessous de 100 milliards de francs alors que les émissions d'emprunts d'État dépassent les 500 milliards de francs. La France doit rattraper le retard qu'elle a pris en matière d'investissements, qui se traduit par un défi-

cit de 130 milliards de francs par an par rapport à l'Allemagne (la référence, comme toujours).

On sent là l'avidité du patronat pour toute cette manne collectée par l'État (notamment pour effectuer des investissements, comme les routes, les aéroports, voire la formation et la recherche, toutes choses dont profitent industrie et commerce) mais qu'il saurait mieux employer à son avantage !

Et enfin (il fallait bien s'y attendre) ces braves gens dont on a vu (p.7) que les bénéficiaires avaient considérablement augmenté en 1995, plaignent pour une plus grande flexibilité salariale (admirez l'expression) car, selon eux, le niveau élevé des rémunérations, et surtout du SMIC, joue contre l'emploi. Ah que les profits seraient beaux si tout le monde voulait bien travailler pour des nêfles ! Mais la vie est dure, mon bon Monsieur, je dois payer 6.000 francs par mois pour 39 heures par semaine à des bons à rien, moi qui ne gagne que dix fois plus !

Et puisqu'on parle de la durée du travail, sachez que sa réduction généralisée et forte détruirait des emplois. Ça c'est de la bonne logique !

Notez aussi, et ça rejoint le couplet précédent sur l'épargne productive, que le CNPF souhaite un allègement de l'État, car, selon lui, seule une réduction massive des dépenses publiques relancera l'emploi. En diminuant le nombre de fonctionnaires qui feront autant de chômeurs en plus, sans doute ?

Enfin, “Cartes sur table” demande un allègement des impôts locaux pour les entreprises et se termine en beauté avec l'envolée lyrique : «*Oui, le retour à la croissance est possible, mais à condition d'abandonner la croissance à crédit financée par l'endettement public et à condition de faire de l'entreprise le vecteur principal de développement à la place de l'État.*»

J'espère que cette conclusion ne gâchera pas trop vos vacances.

JEAN-PIERRE MON

Le socialisme est né en France et en Angleterre il y a presque deux siècles ; à présent son histoire concerne tous les pays du monde.

JEAN JAURES, l'esprit du socialisme.

C'est pourtant en France, à la charnière des XIX^{ème} et XX^{ème} siècle, que ce courant aura connu ses heures les plus riches. Dans ce pays, à cette époque, de nombreuses traditions se côtoient, se mêlent, échangent et débattent, que cela soit à la base avec les militants ou au sommet par l'intermédiaire des leaders : Guesde, Laffargue, pour les marxistes, Kropotkine, Jean Grave pour les anarchistes, Sorel, Lagardelle pour les syndicalistes révolutionnaires, Pelloutier pour les anarcho-syndicalistes. Il faudrait également citer les possibilistes de Brousse, les blanquistes avec Vaillant, l'école coopératiste de Gide. L'ancien communal Jean Allemane et ses partisans du POSR, inclassables car ils tentent désespérément la synthèse de ces diverses tendances. A cette époque les controverses vont bon train : sur le parlementarisme, le syndicalisme, le colonialisme, le nationalisme, l'économie.

N'imaginons pas que ces débats soient superficiels, désuets ; loin d'être clos, beaucoup sont, aujourd'hui encore, de la plus grande actualité.

Parmi toutes les remarquables figures historiques qui traversent cette époque, il en est une qui s'impose avec une

puissance particulière : celle de Jean Jaurès.

Contrairement à un parcours qui semble habituel chez de nombreux politiciens (cf. tous nos anciens soixante-huitards devenus *nouveaux philosophes*), Jaurès aura évolué de la droite vers la gauche. Originaire de la petite ville de Castres (Tarn), il est issu d'une famille bourgeoise sur le déclin. Il grandit dans un milieu paysan au contact étroit de la nature. C'est un pur produit de la République sociale : excellent élève, une bourse lui permet de monter à Paris pour préparer l'école normale supérieure où il entre premier d'une promotion qui comprend notamment Henri Bergson. A cette époque Jaurès est catholique pratiquant. En 1885, âgé de 26 ans, il est élu député du Tarn. Il siège au centre avec les républicains bourgeois. Mais, attiré par les questions sociales, il évolue insensiblement vers la gauche.

Sa conversion au socialisme, à laquelle l'allemaniste Lucien Herr n'est pas étranger, date des années 1888-1889. Jaurès expliquera plus tard que cette évolution est la conséquence normale de ses convictions républicaines, le socialisme n'étant pour lui que l'élargissement naturel de la République¹.

Très tôt, le nouveau converti sait exprimer toute la richesse

de ce courant auquel il vient d'adhérer : «*Il y a de beaux esprits qui raillent la diversité des conceptions socialistes et qui s'imaginent que cette diversité sera un obstacle au triomphe du socialisme (...) il y a dans le socialisme autant de conceptions que d'individus ; mais est-ce qu'on s' imagine que le christianisme naissant tenait dans une formule unique ? (...) Est-ce qu'on s' imagine que la Révolution française est sortie d'une formule unique inscrite d'emblée dans tous les cerveaux ? Mais chaque citoyen fabriquait sa constitution* »². Pour Jaurès toutefois, cette diversité ne doit pas être un obstacle au rapprochement, à l'échange et à l'action commune. Ainsi, face à la fracture qui s'amorce entre les politiques et les syndicalistes, il tente de jeter des passerelles. Bien que *politique*, Jaurès se montre, sous certains aspects, un ardent syndicaliste révolutionnaire : «*Dans l'usine les ouvriers ne délibèrent pas, ils obéissent. Au Parlement, ils ne délibèrent que par l'intermédiaire de représentants lointains et peu nombreux. Dans les syndicats, dans les coopératives, les ouvriers délibèrent avec eux-mêmes ; ils se prononcent directement sur des questions précises (...). Ainsi, l'idée de gouvernement direct du peuple par le peuple, qui a été inscrite dans la constitution*

*républicaine et démocratique de 1793, prend forme dans l'organisation économique du prolétariat »³. Au cours d'un discours prononcé au congrès socialiste de Toulouse en 1908 il déclare que l'objet du syndicalisme, «*précisément a été d'arracher la classe ouvrière au corporatisme étroit (...)* » Mais, dans cette allocution, Jaurès ne se limite pas à cet ouvriérisme borné qui caractérise certains syndicalistes : «*Le socialisme, déclare-t-il, ne consistera pas seulement à appeler à la liberté, à appeler à l'autonomie, à appeler à la dignité humaine et à la responsabilité dans l'atelier, tous les prolétaires d'aujourd'hui, mais la totalité des individus humains. Le socialisme sera non plus l'organisation d'une classe mais l'organisation de la nation affranchie* ». Pour ce "paysan de génie" (Vandervelde), pourtant fortement marqué par un certain nationalisme jacobin, le collectivisme qui doit succéder à l'ordre capitaliste, «*évoluera ensuite sans recours vers le communisme libertaire* »⁴. Par sa stature éminente, par cette grande force, à la fois dominante et cordiale qu'il a lui-même admirée chez Gambetta, Jaurès sera le principal artisan de l'unité socialiste au sein de la section française de*

l'Internationale ouvrière (SFIO). C'est un ardent pacifiste : son réquisitoire contre le système qui génère la guerre, prononcé le 7 mars 1895 devant la Chambre des députés, reste un modèle du genre : «*L'industrie elle-même étant un combat, la guerre devient la première, la plus excitée, la plus fiévreuse des industries (...). Toujours votre société violente et chaotique, même quand elle veut la paix, même quand elle est à l'état d'apparent repos, porte en elle la guerre, comme la nuée dormante porte l'orage* ». Contrairement à beaucoup de socialistes qui esquivent ce problème, qu'ils soient marxistes comme Guesde, voire anarchistes comme Kropotkine, il préconise l'appel à la grève générale contre la guerre.

Jaurès s'éteint, le 31 juillet 1914, assassiné par le nationaliste Raoul Villain. Sa mort brutale marque la fin d'une époque. Août 1914, commence par les déclarations de guerre en série, et ouvre une ère de terreur qui se prolongera trente années durant. Mais, par sa personnalité généreuse, où les contradictions ne sont pas absentes, il incarne pour de nombreux militants toute la richesse de ce mouvement socialiste révolutionnaire qui, aujourd'hui, bien

que notablement marginalisé, est encore en pleine gestation.

EPILOGUE

En décembre 1894, au cours d'une controverse publique avec Lafargue, Jaurès, grand optimiste, prophétisait publiquement ces choses-là :

«*Lorsque sera réalisée la révolution socialiste, lorsque l'antagonisme de classe aura cessé, lorsque la communauté humaine sera maîtresse des grands moyens de production selon les besoins connus et constatés des hommes, alors l'humanité aura été arrachée à la longue période d'inconscience où elle marche depuis des siècles, poussée par la force aveugle des événements, et elle sera entrée dans l'ère nouvelle où l'homme, au lieu d'être soumis aux choses, réglera la marche des choses.* »

Pourtant jamais, comme au cours de notre siècle, l'humanité n'a été si peu maîtresse de son destin, propulsée, et traumatisée par la colossale puissance d'expansion des forces productives qui ont explosé. Mais, à présent que ce phénomène se calme, que la croissance s'essouffle, ne peut-on raisonnablement espérer parvenir, à terme, à la réalisation du vœu de Jaurès ? Quoi qu'il en soit, le système capitaliste, expression même de cette croissance explosive, paraît bien peu qualifié pour la gestion de nos affaires communes ; l'économie distributive est bien plus conforme à cet impératif.

DJÉMIL KESSOUS

1. Georges Lefranc, *Le mouvement socialiste sous la troisième république*, Payot, 1977.

2. *La Dépêche de Toulouse* du 29-avril-1891.

3. *Le socialisme français*, in *Cosmopolis*, janvier 1898.

4. *Revue socialiste*, mars 1895.

Ça y est !

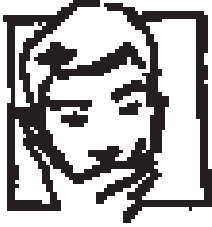
**le CD, enregistré par
J-P et B. Poulin et D. Daguanel
pour aider vos efforts de propagande
est sorti.**

Ne manquez pas de le commander

à

**J-P Poulin,
7 rue Jules Ferry
37110 Château-Renault**

au prix de 30F l'un, plus 5F de frais d'envoi.



R-L JUNOD nous a adressé l'article ci-dessous donné aux Cahiers de l'Institut de la Méthode de l'Association Ferdinand Gonseth, en réponse à un texte du philosophe Pierre-Marie Pouget, les Cahiers fonctionnant comme véhicule d'un symposium écrit permanent. Dans sa lettre d'envoi, l'écrivain distributiste écrit : « *Je ne me lasse pas de montrer ce qui, dans Marx comme chez Sartre, annonce la pensée distributiste. Je me suis adressé récemment à Jacques Santer et à Jean-François Kahn qui annonce une révolution imminente (dans l'émission "Polémiques") en se gardant de dire en quoi elle pourrait consister. Quelle absence malheureuse des voix distributistes dans ces débats à la télévision ou à la radio ! La chasse est bien gardée.* »

Aspects négligés de la pensée de Marx et de Sartre

Je désire montrer ici deux aspects de la pensée de Marx et de celle de Sartre rarement mis en évidence, d'une part l'intuition de Marx à propos du rôle que joueraient les machines au 20^{ème} siècle, d'autre part l'attention portée par Sartre à la question de la rareté

MARX :

Voici un extrait de ma Lettre ouverte aux socialistes du monde entier (pages 11 et 12) :

La première prise de conscience du rôle des machines avait été le fait de Karl Marx : «*La machine ne produit pas de valeur, mais transmet seulement la sienne à l'objet qu'elle sert à fabriquer*», puisque «*seul le travail vivant produit de la valeur*». Toutefois, dans ses Grundrisse (Fondements de la critique de l'économie politique) écrit contemporain des premiers chapitres du Capital, ne déclarait-il pas, prophétiquement : «*A mesure que la grande industrie se développe, la création de richesses dépend de moins en moins du temps de travail et de la quantité de travail utilisée, et de plus en plus de la puissance des agents mécaniques mis en mouvement pendant la durée du travail. L'énorme efficacité de ces agents est, à son tour, sans rapport aucun avec le temps de travail immédiat que coûte leur production. Elle dépend bien plutôt du niveau général de la science et du progrès de la technologie, ou de l'application des sciences à la production. Avec ce bouleversement, ce n'est ni le temps de travail utilisé, ni le travail immédiat effectué par l'homme qui apparaissent comme le fondement principal de la création de richesse, c'est l'appropriation de sa force productive générale, son intelligence de la nature et sa faculté de la dominer, dès lors qu'il s'est constitué un corps social ; en un mot, le développement de l'individu social représente le fondement essentiel de la production et de la richesse*». Marx ajoute : «*Dès que le travail, sous sa forme immédia-*

te, a cessé d'être la source principale de la richesse, le temps de travail cesse et doit cesser d'être sa mesure et la valeur d'échange cesse elle aussi d'être la mesure de la valeur d'usage ». Voilà l'intuition géniale qui, si elle a, semble-t-il, échappé à Jacques Duboin, préfigure toute la réflexion des distributistes. Encore Marx ne pouvait-il que supposer et espérer l'avènement de l'abondance permettant d'accorder à chacun selon ses besoins. L'invention de la machine à vapeur annonçait la première révolution industrielle. Dans les années trente de notre siècle, quand il élabore son œuvre, Jacques Duboin a vu apparaître le moteur à essence et se produire l'avènement de la force motrice électrique. Il assiste au phénomène de la misère dans l'abondance caractéristique de la grande Crise ¹. Les livres qu'il publie en 1934 et 1935 s'intitulent *La grande révolution qui vient.*, *Ce qu'on appelle la crise* et *En route vers l'abondance*

— — — —
1. Albert Einstein, pour sa part, constate : «*Les moyens de production ayant été mécanisés dans une économie inorganisée ont eu pour résultat qu'une partie de la population n'est plus utile à la production des richesses et se trouve exclue de la consommation. Il en résulte un affaiblissement du pouvoir d'achat* ». (Out of my later years). Einstein, proche de Duboin, montre qu'il s'agit là d'un cercle vicieux; discernant dans la crise des années trente le caractère nouveau qui la distingue des crises précédentes : le progrès rapide des méthodes de production, qui permet de satisfaire la consommation en ne faisant travailler qu'une infime partie de la main-d'œuvre disponible. Le chômage abaisse le pouvoir d'achat, l'incapacité d'absorber les marchandises conduit au ralentissement puis à l'arrêt de la production, ce qui aggrave le chômage, et ainsi de suite.

SARTRE :

Dans sa *Dialectique de Sartre* (L'Age d'homme, 1996), Gerhard Seel tente de saisir cette Arlésienne qu'est la morale de l'existentialisme sartrien :

La morale de Sartre. Ce titre est celui de la post-face. Chacun sait, ou devrait savoir que depuis *l'Être et le Néant* (1943, Sartre promet d'écrire une *Morale*, mais que ce velléitaire n'a jamais tenu sa promesse. Que fait Gerhard Seel ? Ceci : «*Montrer que l'humanisme de Sartre ne se limite pas à des déclarations et à un engagement politique sérieux et courageux mais trouve également un fondement argumenté dans sa philosophie pratique*». Ce faisant, l'auteur met en lumière les points de sa pensée morale qui demeurent problématiques et discutables. A cette fin, Seel a exploré tous les textes, y compris des interviews, anciennes et tar-

dives, les entretiens avec Gorz et Pouillon, avec M. Sicard ou B. Lévy, mais surtout *l'Être et le Néant*, *L'existentialisme est un humanisme*, *Saint Genêt*, les *Cahiers pour une morale* et la *Critique de la Raison dialectique*, mais aussi *l'Idiot de la famille*. Partout où il y a des bribes d'une éthique, Seel suit la piste et récolte pour faire apparaître les trois phrases successives de la pensée morale. La dernière, contemporaine de la *Critique* (1960) pose que dès les débuts de l'Histoire, la praxis humaine se déroule sous le règne de la rareté, source du Mal dans le monde. Comme le fit naguère Albert Einstein, Sartre cautionne implicitement la réflexion des

distributistes, dont Jacques Duboin prônant une révolution fondée sur l'abolition de la "misère dans l'abondance".

Marx, Einstein, Sartre voient clair. Tous trois savent que le bon usage des techniques modernes transformera une Terre vouée à la pénurie depuis l'apparition des hommes en un réservoir inépuisable de richesses et que celles-ci, dès qu'au lieu de vouloir les vendre en quête de profit, on saura les distribuer à tous les êtres vivants du monde entier, de la naissance à la mort, appartiendront sans réserve à l'humanité sur toute la surface de la Terre. Qu'attendons-nous, intellectuels, européens, pour mettre nos forces au service de cette révolution ?

ROGER-LOUIS JUNOD

Charte du réseau pour une justice sociale

Ce réseau a pour mission de dynamiser la force de cohésion des personnes et des groupes qui choisissent :

- . de défendre avec force l'idée d'une répartition équitable de la richesse dans toute la société, à l'échelle locale, nationale, planétaire,
- . de défendre aussi la justice sociale, c'est-à-dire une situation où tous les humains sans distinction de race, de culture ou de religion trouvent leur place dans la dignité et le respect,
- . de (re) prendre en mains leur destinée individuelle et collective.

Chaque personne du réseau :

- . reconnaît la complémentarité de différentes approches, et recherche l'unité dans la diversité,
- . cultive les qualités d'écoute, de partage, de coopération, d'ouverture et de solidarité,
- . s'engage à incarner dans sa propre vie et dans les groupes où il travaille, les valeurs qu'il défend.

Le réseau est un dispositif en évolution permanente sans organigramme ni hiérarchie.

La raison d'être du réseau, c'est l'objectif commun que chacun (e) dynamise grâce à sa propre originalité et ses compétences, partageant avec les autres ses expériences, ses difficultés, ses réflexions, proposant des actions spécifiques au libre choix des participants. Chacun (e), suivant ses priorités, les rejoint ou ne les rejoint pas, mais y apporte son soutien solidaire et fraternel, de la manière qui lui paraît la plus appropriée.

Lecteurs belges qui souhaitez entrez dans ce réseau, envoyez votre inscription à

RJS, c/o CHANTIER COOPÉRATIF,
GRANDE ENNEILLE 102
6940 DURBUY BELGIQUE.



C avalcades, courses en sac, courses à pied et à mulets, concours de pêche à la ligne, courses de chevaux, courses de chars. Les Césars tenaient perpétuellement le peuple en haleine et Marcus Cornélius Fronton écrivait : « Les citoyens romains n'étaient absorbés que par deux choses : leur ravitaillement et leurs spectacles ! ». C'est le mot terrible de Pylade à Auguste et qui pourrait servir en d'autres temps. L'Empereur lui reprochait un jour d'assourdir Rome du bruit de ses rivalités de cabotin avec un autre cabotin Bathylle, auteur de pantomimes comme lui. On ne parlait en ville que de leurs petites histoires, un peu comme aujourd'hui dans nos gazettes à scandales. « Il est de ton intérêt, César Empereur, que ce soit plutôt à des cabotins comme nous que le peuple s'intéresse. D'autres sujets de conversation et de réflexion pourraient devenir très dangereux pour le pays ». (Extrait d'un livre sur les jeux et les rires autrefois). Il fallait occuper le peuple, le distraire, orienter sa pensée où le pouvoir le désirait, comme aujourd'hui télé, radio, publicité, spectacles sportifs, il ne faut pas que le peuple cherche à savoir pourquoi le chômage existe, il faut écarter les sujets de réflexion, nos hommes politiques s'en occupent et ils nous expliquent l'inexplicable.

A.D., Palaiseau

Je renouvelle mon abonnement à votre revue que je trouve bien intéressante. Hélas, je ne suis pas trop optimiste pour le futur. Il faudrait quelque chose de très fort pour sortir de la spirale destructrice dans laquelle nous traînent le système économique et ses gourous. J'ai entendu une nouvelle phrase absurde de R. Barre à la télé où il disait qu'il fallait accepter de travailler à n'importe quel prix pour conserver son niveau de vie...

P.F., Gimont

Un de mes parents connaissant mes convictions économiques me fait parvenir le N° spécial soixantenaire de la Grande Relève... Je demeure stupéfait et très heureux en même temps, car je pensais que, depuis la disparition de Jacques Duboin, personne n'avait repris le flambeau !

J'ai en effet milité au sein du MFA dans les années 45 à 50 environ, à Paris et depuis je n'ai jamais changé d'idée. Pas un seul jour ne s'est passé sans que j'y pense et j'espérais toujours entendre de nouveau parler d'Économie distributive, que je considère comme la seule solution pour sauver l'humanité du cataclysme où elle se dirige à grands pas...

M.L., Saintes

Le hasard a mis dans nos mains le numéro spécial 60e anniversaire de la GR. Et avec lui le souvenir d'une époque remontant aux années 36, à la dernière guerre, et après 45-48.... J'ai conservé tous les livres de J. Duboin. Je reprends le train en marche.

J.R., Pertuis

Trahison ou débilite de la gauche ? On dirait que parce que les Soviétiques ont ruiné par leurs erreurs et leurs horreurs, la démarche d'analyse dure du système capitaliste, personne n'ose s'y remettre ! Plus ça va, plus je me dis que pour nous, partisans de l'économie distributive, la seule manière efficace de faire évoluer ceux qui réfléchissent déjà, c'est de mettre un pied dans l'entrebâillement des portes qui s'entrouvrent, ou d'enfoncer un coin dans des raisonnements en marche. Le petit bouillonnement actuel autour du temps de travail, du questionnement sur le sens du travail, est favorable. Voilà des gens à ne pas heurter de front, mais sous les pieds desquels il faut habilement glisser nos bénéfiques peaux de bananes...

Ph.R., La Chaussée St-Victor

Ne croyez-vous pas qu'il est temps que nous nous mettions tous à la tâche. A mon avis le contexte est propice, il y a même urgence. Je crois que nous devrions nous présenter aux prochaines élections législatives.

Nous pouvons partir seul, chacun dans son coin avec tous les soucis d'organisation que cela entraîne. Nous pouvons aussi créer une sorte de club qui servirait de lien, de tête et d'interlocuteur privilégié pour les candidats et surtout pour les médias, il tiendrait lieu de nom de parti politique et fédérerait tous les candidats. Ce club pourrait collecter les moyens financiers et soutenir la trésorerie des candidats dans une sorte de péréquation à l'issue des élections. Qu'allons-nous dire ? Je ne pense pas que le mot d'ordre, le leitmotiv à choisir soit l'Économie distributive. Pour ma part, je suis persuadé que l'allocation universelle retiendrait bien mieux l'attention des électeurs. En toile de fond nous parlerons de l'Économie distributive qui prendrait très facilement et naturellement le relais du système marchand, comme lui-même avait succédé au troc qui lui-même avait répondu à une nécessité : une augmentation du niveau de vie rendue possible par la productivité (déjà) toujours plus performante. Bien sûr, nous n'allons pas prétendre obtenir des résultats conséquents. Ce n'est pas mon but. Je suis tout de même abasourdi de voir que nos chers élites puissent afficher autant d'assurance dans leurs projets pour redresser le système marchand. Je crois sincèrement que le nombre des désillusionnés est très grand et en tout cas suffisant pour permettre à tous les candidats de franchir le fatidique cap des 5% des suffrages pour que les frais électoraux nous soient remboursés. Si quelqu'un a des idées, c'est le moment de les faire connaître. Ces élections là sont une extraordinaire tribune que nous ne devons pas rater.

J.G., Fumel

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive la Grande Relève

Mme Lahens 300 - D. Mathieu 250 - H. Richon 50 - Mme Chevallay 70 - Ch. Galtier 70 - J. Terrier 170 - J. Roy 50 - R. Cazilhac 20 - H. Lecomte 25 - G. Oostenbroek 70 - J. Dequaire 870 - E. Goby 70 - F. Valette 70 - Conscience Plus 70 - G. Capeyron 150.

Total 2.305 F.

Merci à tous !...

À nos abonnés :

Nous avons du encore envoyer de nombreuses cartes de rappel à renouvellement d'abonnement, ce qui nous coûte du temps et des frais...évitables. Car nous prenons soin, sur chaque bande, d'indiquer l'échéance de l'abonnement. Il suffit donc d'y faire attention et de nous dire à temps si vous voulez renouveler l'abonnement. Dans le doute, pour éviter aux distraits d'être privés d'une aussi saine lecture, nous continuons encore des mois à le servir. Mais ce n'est pas toujours utile...



Pour répondre brièvement à votre aimable invitation concernant les commentaires de l'article de Djémil Kessous "Critique de la lutte de classisme" (GR de juin 96), je rappellerai simplement que la lutte des classes est une réalité aujourd'hui comme hier (cf toute l'Histoire), qu'on peut regretter qu'il en soit ainsi mais que sa disparition ne se décrète pas... Pas davantage que "l'extinction du paupérisme à partir de minuit"!!!

Je constate par ailleurs que Djémil Kessous dans sa "Réponse à Louis Gohin" ¹, oublie de répondre aux questions précises ² qui lui sont posées...

Je ne nie pas l'importance du sujet qu'aborde D. Kessous, bien au contraire. Dans ce domaine, nous devons "tous mieux faire".

Gérard Lafforgue, GSED

1 - Grande Relève n° 957, juillet 1996

2 - J'approuve pleinement la lettre de Louis Gohin que je signe des deux mains.

bloc - notes

associations et revues

G.L.E.D

Groupe Liégeois pour l'Economie Distributive a publié la brochure **Muter ou chuter** (prix 18FB, CCP000 0660548) et diffuse livres et journaux distributistes en Belgique.

L. Gosset,
21 rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX
BELGIQUE

G.S.E.D.

Groupe de Salariés pour l'Economie Distributive
11 rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

ÉVASIONS

publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle conscience planétaire"
J-C. Giroud
103 Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

EDEN

Equipes pour la Diffusion d'une Economie Nouvelle
6 bis rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

RÉSISTANCE

À L'AGRESSION PUBLICITAIRE
61 rue Victor-Hugo
93500 PANTIN

FRAGMENTS - DIFFUSION

8 rue de la Chapelle
75018 PARIS

CIToyENS DU MONDE

15 rue Victor-Duruy
75015 PARIS

UNION PACIFISTE

BP 196
75624 PARIS Cédex 13

La Grande Relève s'est inscrite à titre collectif à la Maison Grenelle.

Ceci doit permettre à tous ses abonnés d'en utiliser les services, en particulier ceux de la bibliothèque.

TRANSVERSALES Sciences / Culture

21, Bd de Grenelle
75015 PARIS

ALTERNATIVE SYNDICALISTE

éditée par le Cercle de réflexions et d'Actions Syndicalistes
38, rue du Stand
95120 ERMONT

LE PUBLIPHOBIE

56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

GAVROCHE

Revue d'histoire populaire
39-41 rue de la Harpel
BP872
27008 ÉVREUX CÉDEX

A CONTRE-COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE
4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

En résumé, la "Grande Relève" analyse et propose :

UN CONSTAT :

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort qu'il doit fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés.

Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel.

Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés... Il sait même commander la nature, la modifier, en un mot lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.

Cette **Grande Relève des Hommes par la Science**¹ dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation**, le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure :

*le pouvoir d'achat
ne peut plus être mesuré
par la durée du travail.*

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

C'est **ce qu'on appelle
la crise**¹.

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

UNE NECESSITE :

INVENTER POUR S' ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses, sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou

économie distributive,
qui pose en principe que :

*toute production
physiquement et
écologiquement réalisable
doit être
financièrement
possible.
Et quand elle a été réalisée,
tout citoyen doit avoir
le pouvoir d'achat nécessaire
pour en acquérir sa part.*

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange entre *pouvoir d'achat* et *temps de travail*.

Une double réorganisation s'impose donc :

celle du **devoir économique** et
celle du **droit économique**
de tout **citoyen**.

D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques,
et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais s'accroître si besoin.

DES PROPOSITIONS :

LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le **service social** que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".

D'autres **activités**, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort.

Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et son compte est débité du montant de l'achat. Rien n'est donc changé pour le consommateur, la vente est enregistrée par le vendeur et le crédit correspondant est annulé.

LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie d'un type nouveau. Cette *monnaie distributive* est une **monnaie de consommation** : elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles.



il n'y a plus d'avenir social en économie libérale

Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers (ou même plus simple). Il consiste à évaluer la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes², des besoins et des in-

tentions manifestés par les consommateurs, des besoins des services publics et des investissements nécessaires. Le montant total du "revenu social" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements décidés, pour une période donnée. Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et au mê-

me titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**. Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

UNE TRANSITION : LE CONTRAT CIVIQUE

Diverses mesures transitoires ont été proposées³. Une allocation universelle ou revenu d'existence, minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté**, déterminé à partir d'un **contrat civique**⁴ renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

Pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, nous avons proposé le contrat civique. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la

possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité*, être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet ; elles seront composées d'élus, de représentants des

professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers".

La **démocratie économique** sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du **pouvoir de création monétaire**, (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

M-L D

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

3. voir notre N° hors série de 1992.

4. voir notre N° 901.

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.

*Pour en savoir plus sur ces propositions,
pour en discuter dans une tribune libre,
abonnez-vous au journal (130F par an pour 11 numéros) :*

**LA GRANDE RELEVÉ,
BP 108, 78110 LE VÉSINET
CCP 13 402 39 M Paris**

ou commandez à cette adresse des documents tels que :

Kou l'ahuri, ou la misère dans l'abondance, un livre plein d'humour, de Jacques DUBOIN (65 F)
L'économie libérée, une brochure de base, bien documentée mais facile à lire (25 F)
un résumé : L'économie distributive et les transitions (25 F)
pour introduire une discussion : Un socialisme à visage humain, d'André Prime (25 F)
et une bande dessinée de 8 pages : Et si on changeait ? (35 F).

— tous ces prix sont indiqués franco —